

« C'est la QUESTION IDENTITAIRE qui distingue les populismes »

Pour l'ultradroite, l'universalisme est une utopie. La gauche radicale, quand elle prône de réguler les flux migratoires, le fait pour prévenir l'exploitation capitaliste.

PAR JEAN-YVES CAMUS • ILLUSTRATION : CHARLES MONNIER

La campagne en vue des élections européennes de mai 2019 sera clivante. Le président français Emmanuel Macron pense qu'elle opposera « populistes » et « progressistes ». Il veut être le chef de file des seconds, profitant de l'atonie générale d'une social-démocratie qui semble avoir déjà intériorisé sa défaite au lieu d'entamer la réflexion intellectuelle qui la réarmera. Il se fonde sur l'incontestable montée en puissance des droites populistes qui, même si elles ne deviennent pas majoritaires au Parlement européen, bouleverseront à n'en pas douter l'équilibre de l'assemblée.

Cependant, le concept de « populisme » nécessite des clarifications. Il s'agit d'une idéologie politique dont le postulat est la division irréductible de la société en deux groupes antagonistes : le « peuple », entité supposée homogène qui, de lui-même, saurait indiquer ce qu'est l'intérêt général, et les « élites » corrompues, qui détourneraient celui-ci à leur profit (symbolique, politique et matériel), trahissant ainsi la volonté populaire. Le populisme est aussi un style de gouvernement qui vise à privilégier le lien direct, de type plébiscitaire, entre le dirigeant et le peuple. La traduction de ce choix

est la volonté de privilégier la démocratie directe plutôt que les mécanismes de représentation que sont les partis et les assemblées, notamment en généralisant l'usage des référendums d'initiative populaire. Un des problèmes majeurs de cette proposition est qu'elle peut aboutir à la tyrannie de la volonté générale, si celle-ci n'est pas exprimée par une médiation (celle des élus qui font la loi) et que les contre-pouvoirs sont dévalorisés.

Le peuple naturellement « bon »

Le populisme peut être soit de droite, soit de gauche, la troisième catégorie historique, les populismes de type agrarien, matrice originelle de l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse, étant tombée en désuétude. Il est néanmoins certain que populistes de droite et de gauche, s'ils peuvent présenter au premier abord des points de convergence d'ordre très général, comme la croyance en un peuple naturellement « bon » et la défense des « petits » contre les « gros », se séparent très nettement sur la question centrale de l'identité. Le politologue néerlandais Cas Mudde, qui est sans doute le meilleur spécialiste des populismes, propose, pour définir la place centrale de l'identité chez les populistes de droite, le terme anglo-saxon de « nativism », qu'on peut traduire imparfaitement par « ethnocentrisme ». Dans chaque pays, la souveraineté résiderait ainsi uniquement dans un peuple homogène et « autochtone » (ou « de souche »), qui serait fondé à établir des discriminations juridiques envers les non-natifs (c'est la « priorité nationale »), voire à leur barrer l'accès au territoire → au motif qu'ils constitueraient un « danger ». Or, ce type de discours, qui est l'élément mobilisateur des électeurs des partis naguère nommés nationaux-populistes (Rassemblement national, FPÖ autrichien, Vlaams Belang, Ligue notamment) est d'une tout autre orientation idéologique que celui des gauches radicales qui, à l'image de Sahra Wagenknecht, membre de Die Linke en Allemagne, ou de Jean-Luc Mélenchon de La France insoumise, se sont appropriés la question de la nation et de l'immigration.

La fracture sur cette question est claire : la gauche radicale, lorsqu'elle se prononce contre la liberté absolue d'installation et pour une maîtrise des flux migratoires, le fait dans une optique marxiste traditionnelle qui considère, comme Marx dans *Le Capital*, que l'exploitation capitaliste passe par le fait de « remplacer une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un Yankee par trois Chinois ». On peut juger

cette proposition erronée ou étroitement matérialiste mais ses adeptes restent internationalistes et ils ne font que distinguer l'immigration économique du droit d'asile, qu'ils veulent conserver.

Des transferts de voix de gauche à droite

La droite populiste identitaire, elle, est ethno-différentialiste. Stricto sensu, dans le logiciel de la Nouvelle Droite française (et belge) des années 1970-1980, cela signifiait que chaque culture possède des « marqueurs » intangibles qui la rend à la fois incomparable et irréductible aux autres et que l'universalisme, création de la philosophie des Lumières, est une utopie. Le courant néodroitier a toutefois évolué et Alain de Benoist, son principal théoricien, considère aujourd'hui que l'identité est dialogique (elle se construit dans le dialogue des différences) et évolutive (en plus de l'inné, chaque individu en construit une partie et change dans le temps). Or, les populistes identitaires veulent bien davantage : une société à cloisonnements étanches et où les phobies tiennent lieu de contenu culturel. En raison de ces divergences irréductibles, les populismes de gauche (et la gauche en général) peuvent voir partir certains de leurs électeurs vers ceux de droite (420 000 électeurs de Die Linke ont voté AfD aux législatives allemandes de 2017 ; 12 % de ceux des votants socialistes autrichiens sont passés au FPÖ quatre ans plus tard), mais l'hypothèse d'une alliance entre eux pour renverser « le système » n'est pas plausible.

J'ai souvent expliqué qu'il ne fallait pas ramener les populismes de la droite identitaire aux formes historiques du fascisme et du nazisme. Je maintiens que loin d'aider à contrer les populismes, cette vision des choses obscurcit la compréhension d'un phénomène qui a su

répondre à des interrogations posées ici et maintenant, dans le contexte de la société globalisée postmoderne. Le fascisme était un phénomène de l'ère des masses dans la société industrielle. Il reposait sur une mystique du chef qui n'a plus d'égal et sur un encadrement total de la population que ni le PiS polonais, ni le Fidesz hongrois n'ont mis en place, parce qu'il leur suffit de rabaisser l'opposition pour se maintenir.

Toutefois, le hasard a voulu qu'avant de rédiger ces lignes, j'ai relu *Itinéraire d'un fasciste*, de l'écrivain belge Robert Poulet, condamné à mort puis exilé pour avoir dirigé le quotidien collaborationniste *Le nouveau journal* (1940-1944). Il écrit : « La jeunesse de 1925-1935 sentait que les collectivités humaines avaient perdu leur stabilité et qu'il fallait trouver un moyen de les remettre en équilibre, sinon le monde courait à la catastrophe. » Il accuse « le capitalisme de spéculation, le parlementarisme, le libéralisme économique, le salariat non tempéré et le système des partis ». Si on enlève les solutions qu'il proposait, soit le corporatisme et le parti unique, avouons qu'on retrouve là l'essentiel du constat et des remèdes des tenants de la démocratie illibérale en 2018. ▣

LES ADEPTES DU POPULISME DE GAUCHE NE FONT QUE DISTINGUER

L'IMMIGRATION ÉCONOMIQUE DU DROIT D'ASILE, QU'ILS VEULENT CONSERVER.

Jean-Yves Camus,

directeur de l'Observatoire des radicalités politiques, fondation Jean Jaurès.

« Le libéralisme entretient le populisme, l'amplifie, le sert »

L'ANCIEN PRÉSIDENT FRANÇAIS FRANÇOIS HOLLANDE, LE 31 AOÛT DERNIER, À CHERBOURG.

« Non, un parti libéral est mieux prémuni contre cette tentation »



Corentin de Salle, directeur du Centre Jean Gol. « Je pourrais essayer de démontrer que le socialisme, en dénonçant la prétendue domination d'une classe sociale sur une autre, en cultivant la jalousie, en nourrissant des peurs imaginaires « entretient, amplifie et sert » le populisme.

Mais, je pense que le populisme est une dérive à laquelle tant la droite que la gauche peuvent succomber. Néanmoins, un parti authentiquement libéral est mieux prémuni contre cette tentation pour au moins trois raisons : d'une part, il adopte des mesures impopulaires. D'autre part, promouvant la responsabilité individuelle, il dira à chaque individu qu'en cas d'échec, la personne à blâmer, ce n'est pas autrui (les riches, les banquiers, l'UE, la mondialisation, etc.) mais lui-même. Enfin, attaché à l'application impartiale des règles générales et abstraites, il ne veut favoriser aucun groupe au détriment des autres, ce qui passe erronément pour de l'indifférence voire de l'insensibilité. Mais défendre la morale abstraite est une tâche ingrate. C'est le fardeau des libéraux. »

« Oui, les politiques libérales renforcent les inégalités »



Gilles Dautrelept. Pour le directeur de l'Institut Emile Vandervelde, le centre d'études du Parti socialiste, « les politiques libérales rabotent les services publics et réduisent les prestations de sécurité sociale. Conséquence : elles renforcent les inégalités.

Ce faisant, le libéralisme exacerbe les tensions sociales et porte atteinte au contrat qui unit les citoyens. Ce constat est aussi valable dans notre pays. Le gouvernement MR/N-VA en fait quotidiennement la démonstration. Les réformes en matière de pensions sont emblématiques : report de l'âge légal à 67 ans, allongement de la durée de carrière, durcissement des conditions pour obtenir une pension anticipée... » « On assiste à une véritable destruction de droits acquis au fil du temps par les travailleurs, poursuit Gilles Dautrelept. En s'attaquant ainsi aux pensionnés, les libéraux mettent à mal la confiance de tous les citoyens, pensionnés actuels comme pensionnés à venir, dans leurs institutions. »

REPÈRE Une gauche anti-immigrés ?

Coprésidente du groupe Die Linke (gauche radicale) au Bundestag, Sahra Wagenknecht a lancé le 4 septembre, le mouvement Debout, censé rassembler les forces antilibérales sur le modèle de Podemos, en Espagne, ou de Syriza, en Grèce. Son initiative se distingue cependant par sa volonté de développer une politique migratoire différente des canons traditionnels de la gauche. Elle prône ainsi d'en

finir avec « la bonne conscience de gauche sur la politique d'accueil » défendue par des dirigeants « vivant loin des familles modestes qui se battent pour défendre leur part du gâteau ». « Plus de migrants économiques signifie plus de concurrence pour décrocher des jobs dans les activités à bas salaire », justifie-t-elle. Une démarche sur fond de contestation de plus en plus violente de l'extrême droite contre la politique migratoire d'Angela Merkel. G. P.